

# Plusieurs projets se disputent l'héritage de Denis de Rougemont

**Le Centre européen de la culture est mort, vive Denis de Rougemont! En dépit du refus de Martine Brunsch-**

**wig Graf d'en poursuivre la subvention, le professeur Dusan Sidjanski persiste et signe: il souhaite faire re-**

**naître le Centre de ses cendres. Or, ce projet, s'il voyait jamais le jour, entrerait en concurrence avec l'ac-**

**tuel Institut européen de l'Université de Genève. Testament, inventaire et perspectives.**

SERGE BIMPAGE

Professeur à la retraite, Dusan Sidjanski, l'un des meilleurs connaisseurs des questions européennes en Suisse, ne chôme pas. Proche collaborateur de Jacques Delors et animateur de la Fondation Latsis, il tente contre vents et marées de faire renaître de ses cendres le Centre européen de la culture créé à Genève en 1950 qu'il souhaite faire bénéficier de son vaste carnet d'adresses. Traversé par une crise qui a éclaté voici sept ans, le Centre doit absolument revivre pour le bien de Genève comme de la Suisse, menace-t-il. Faute de quoi nous en payerions le prix fort. Interview.

**Pourquoi mettez-vous tant d'énergie à relancer le Centre européen de la culture?**

— Ma motivation est liée uniquement à ma collaboration avec Denis de Rougemont. Aucune ambition personnelle dans ma démarche. Je n'en ai pas besoin. Je collabore avec Jacques Delors, je m'occupe des fondations Latsis et Sainte-Catherine, c'est vous dire que je n'ai pas besoin du Centre pour faire entendre ma voix. Mon souci consiste à sauvegarder une institution qui jouit d'un statut unique dans notre pays: celui d'une institution non gouvernementale européenne. De Rougemont avait réussi à obtenir que le siège fût établi en Suisse, soutenu en cela par le Conseil de l'Europe et par l'Union européenne plus tard.

**La crise que traverse le Centre n'est pas seulement financière...**

— De loin pas. L'ancien directeur Jean-Fred Bourquin ne connaissait pas la matière. Il est parti dans une voie de plus en plus locale, suisse puis genevoise. Tandis que le Centre était jadis patronné par de grands noms européens, les personnalités européennes ont disparu et le Centre ne rayonnait plus. Quant à la revue *Transeuropéennes*, elle a été transférée à Paris. Seuls les ateliers civiques et la publication régulière *L'Europe en bref* étaient à la hauteur, mais elles ont pris du retard et en 1998 la Confédération a coupé les fonds. Coupe suivie par celle de Martine Brunschwig Graf parce que le Centre faisait des dettes. Nous redémarrons donc à zéro.

**En espérant un retour de ces subventions?**

— Pas du tout! Je suis capable de trouver des fonds. Le premier ministre du Portugal, qui fut mon ancien assistant, apportera une

contribution déterminante pour un colloque que nous organiserons en décembre sur le thème du «dialogue des cultures». En parallèle, j'ai trouvé un soutien à Genève grâce à l'intervention d'une fondation dont je tairai le nom. Enfin, nous bénéficions du soutien de l'eurocongrès de Barcelone ainsi que de celui de la consultante influente en communication de cette ville, Monica Parera Biosca. Il nous faudra trouver des locaux, mais en attendant rien ne nous empêche de travailler à domicile. D'abord, nous allons procéder à la nomination d'un comité de direction, auquel participera notamment Curt Gasteyer. Nous ne nommerons pas de directeur, cela n'est pas nécessaire. Ensuite, nous organiserons avec Charles Méla le colloque de décembre. Puis nous comptons relancer l'éducation civique à propos de laquelle sont conduites plusieurs recherches à l'Institut européen de l'Université. Enfin, nous développerons un grand projet financé par l'Union européenne sur le thème «Le terrorisme et la liberté».

**Martine Brunschwig Graf vous a tout de même rappelé que vous pourriez vous trouver en concurrence avec l'Institut européen...**

— La cheffe du DIP n'a pas l'air de comprendre qu'il faut très nettement distinguer le Centre européen de la culture — instrument de réflexion et de promotion même politique — et l'Institut européen — institut universitaire et de recherche! Il s'agit donc de deux institutions complémentaires. Ce que l'Institut européen fait en profondeur, le Centre peut partiellement l'utiliser pour diffuser les idées. Il est presque un instrument de «combat» au niveau européen. Par ailleurs, n'oublions pas que l'Université est genevoise, cantonale, or la Suisse ne fait pas partie de

l'Union européenne. Le Centre, en revanche, fort de son statut non gouvernemental, a toujours entretenu des relations avec le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et le Parlement. A cet égard, cela ne me dérange pas que Martine Brunschwig Graf envisage de récupérer les archives Denis de



Dusan Sidjanski voudrait bien faire renaître le Centre européen de la culture.

l'Union européenne. Le Centre, en revanche, fort de son statut non gouvernemental, a toujours entretenu des relations avec le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et le Parlement. A cet égard, cela ne me dérange pas que Martine Brunschwig Graf envisage de récupérer les archives Denis de

Rougemont au profit de l'Institut européen, parce que le Centre européen de la culture doit rester une structure légère.

**Dans la mesure où la Suisse ne fait pas partie de l'Europe, Genève peut-elle véritablement jouer un rôle dans le destin de l'Europe?**

— Assurément. Le Centre européen de la culture peut justement nous donner des accès auxquels nous n'avons pas automatiquement droit. Par ailleurs, la Suisse peut apporter beaucoup à l'Europe et avant tout des idées. Par exemple, j'ai contribué à la publication du rapport Jacques Delors.

Eh bien, ce dernier m'a assuré qu'il s'agit là de la publication la plus demandée en Europe actuellement, traduite dans toutes les langues. Véhicule des idées, particulier des valeurs fédéralistes, notre Centre pourrait à tout moment être consulté par les hautes instances. ■

Denis de Rougemont, fondateur du Centre européen de la culture à Genève, en 1950.

## Philippe Braillard annonce un observatoire de l'Europe à Coppet

Directeur de l'Institut européen de l'Université de Genève, Philippe Braillard ne souhaite pas polémiquer à propos du projet Sidjanski. «Tout simplement, je ne vois pas de projet intellectuel et culturel. M. Sidjanski parle de conférence à Lisbonne et de collaboration avec une académie cycladique, ce ne sont là que des activités ponctuelles et à court terme, de même que sa

collaboration à la Convention avec Jacques Delors. Or, ce qu'il faut, c'est assurer la pérennité des idées de de Rougemont.»

A cet égard, Philippe Braillard rappelle que son Institut d'enseignement et de recherche réunit les forces des Facultés de droit, lettres et sciences économiques et sociales; centre interfacultaire autonome, l'Institut a également

une mission de service à la cité. A ce titre, il estime que son Institut pérennise largement les idées de de Rougemont, à savoir développer la conscience d'une solidarité entre les peuples européens, l'appartenance à une culture commune, contribuer à une reconnaissance des spécificités culturelles et au dialogue entre les cultures.

«Outre les dimensions écono-

mique, politologique, sociologique, juridique nous ajoutons la dimension historique, culturelle et littéraire que souhaitait privilégier Denis de Rougemont. C'est dire que nous remplissons les missions de l'ancien Centre européen de la culture.» L'Institut peut-il cependant jouer le rôle d'une ONG? Philippe Braillard estime que tel n'est pas celui de l'Institut. Mais

il souligne que telle n'était pas la vision de de Rougemont. «Pour ce qui est du rayonnement d'idées, nous allons inaugurer, le 5 novembre au château de Coppet, le centre lémanique de notre Institut européen, en y associant l'EPFL, les Universités de Lausanne et de Neuchâtel. Ce sera un observatoire de l'Europe avec lequel il faudra compter...»

## Il manquait une figure charismatique au Centre européen. Trop tard...

Le couperet est tombé voici une année presque jour pour jour. Tandis que la Ville mettait le Centre à la porte de la Villa Moynier, l'Etat de son côté lui coupait les vivres. Excédée par une gestion douteuse, à ses yeux, aussi bien du programme que du budget dont elle épongeait les dettes, Martine Brunschwig Graf annonçait ne plus vouloir verser les 480 000 francs de subventions que pour une liquidation. Et cela, avec d'autant moins d'état d'âme que «l'héritage de Denis de Rougemont demeure vivant à travers l'Institut européen de l'Université et à travers ses ouvrages».

Elle ajoutait en bonne politicienne: «Il en va des institutions comme des entreprises: certaines d'entre elles, à certains moments, ne sont plus viables.»

La bouillonnante cheffe du DIP serait-elle une fossoyeuse d'idées? Certains n'ont pas manqué de le penser devant l'impossible deuil d'un Centre dont le créateur Denis de Rougemont suivi de Jacques Freymond, appuyés par une soixantaine de personnalités du continent, avait fait un haut lieu de la pensée européenne. Mais d'autres voix se sont élevées pour souligner combien la décadence du Centre rele-

vait davantage de circonstances internes que de facteurs extérieurs. Il est vrai qu'au brillant et bienveillant Jacques Freymond succéda l'homme de radio Jean-Fred Bourquin, puis la Zurichoise Arina Kowner, ex-directrice des affaires culturelles Migros, puis la journaliste de TV Anne Brüscheiller sans que le miracle se produise. Le Centre non seulement ne rayonnait plus; il n'était plus qu'une pâle étoile.

Cela dit, l'heure n'est plus aux règlements de comptes. D'autant plus, que le recul aidant, l'absence par-dessus tout d'une figure charismatique a pesé de tout

son poids dans cette affaire. Dusan Sidjanski l'a bien compris. Seul un homme de sa trempe et son réseau européen est susceptible de redonner quelque crédit au CEC, ce qu'admettent même les plus sceptiques.

Pour autant, le chemin n'est pas pavé de roses. Trop concernés peut-être, Claude Haegi, président de la Fondation Denis de Rougemont pour l'Europe et Michaël Schneider, vice-président du CEC se sont prononcés pour une dissolution pure et simple du Centre. Ce qui ne semble nullement inquiéter Dusan Sidjanski. Lequel

brandit le ralliement à sa cause de 25 personnalités, parmi lesquelles le prince Sadrudin Aga Khan, Mme Jacques Freymond, Jean Bonna, Alexis Keller, Antoine Firmenich ou Charles Méla. Bien que très isolé et critiqué - de nombreux spécialistes comme Claude Haegi ou Gilles Petitpierre misent bien plutôt sur le très sérieux Institut européen de l'Université - il affirme: «Je vois l'avenir. Je vois que la dissolution du Centre aura un impact négatif sur Genève, sur la Suisse - et sur les responsables que je ne laisserai pas tranquilles.»